Département d'État des États-Unis

Bureau du porte-parole

Washington, D.C.

Pour diffusion immédiate

Le 21 juillet 2015

Déclaration de John Kirby, porte-parole du département d'État

Les élections au Burundi manqueront de crédibilité

Les États-Unis mettent en garde contre les élections qui, organisées dans les conditions actuelles au Burundi, ne seront pas crédibles et discréditeront encore le gouvernement.

Au cours de ces derniers mois, la légitimité du processus électoral au Burundi a été ternie par l'attitude du gouvernement : harcèlement de l'opposition et des membres de la société civile, fermeture d'organes de presse et de l'espace politique, intimidation des électeurs. Des dizaines d'entre eux ont été tués et pas moins de 167 000 Burundais sont maintenant réfugiés dans des pays voisins.

L'insistance du gouvernement à maintenir les élections présidentielles de mardi met en péril sa légitimité aux yeux de ses citoyens et de la communauté internationale. Plus grave, cette obstination risque de saper les progrès fragiles réalisés grâce à la mise en œuvre des accords d'Arusha, qui énoncent clairement qu'aucun président burundais ne doit exercer plus de deux mandats.

Nous louons l'East African Community et le gouvernement ougandais pour leurs efforts visant à encourager le dialogue politique, mais nous sommes déçus que le gouvernement burundais n'ait pas encore réussi à participer en toute bonne foi à ce dialogue. Nous sommes profondément préoccupés par le fait que le ministre des Affaires étrangères, M. Nyamitwe, n'ait pas non plus approuvé la participation d'observateurs des droits de l'homme de l'Union africaine avant l'élection, empêchant ainsi toute enquête sérieuse sur les multiples allégations de violations des droits de l'homme.

Nous soulignons notre engagement de contribuer à la recherche des responsabilités à l'encontre des auteurs ou des instigateurs de violences à motivation politique ou d'autres violations des droits de l'homme au Burundi.

Les tentatives du gouvernement burundais de refuser à ses citoyens la capacité de choisir leurs dirigeants librement, sans intimidation et sans menace de violence,

obligeront les États-Unis à réviser attentivement tous les éléments de notre partenariat qui n'ont pas encore été suspendus, y compris la mise en place de restrictions de visas pour les responsables – ou les complices – de l'incitation à l'instabilité par la violence au Burundi.

Nous prions instamment toutes les parties de s'engager à nouveau à faire respecter les accords d'Arusha et leurs dispositions relatives au partage du pouvoir, pierre angulaire de la paix et de la sécurité durant la dernière décennie au Burundi.